2,60 € – 3,90 FS ■ n° 3533
24 octobre 2013

Réforme

www.reforme.net

HEBDOMADAIRE PROTESTANT D'ACTUALITÉ

INNOVATION SOCIALE. L'association Initiatives vient de lancer la première faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (FLEPES).

Former des experts

Initiatives, association membre de la FPF, propose depuis 1990 *via* l'Institut supérieur technique des formations aux métiers d'aide à la personne dans le champ médico-social : aide médico-psychologique, moniteur-éducateur, éducateur spécialisé et responsable d'unité d'intervention sociale. Plus de 9 000 personnes se sont formées aux métiers médico-sociaux dans les locaux de l'Institut à Paris et Montpellier. Une réussite qui n'a pas empêché l'association de réfléchir à une alternative aux formations gestionnaires. Après quatre ans de maturation, Initiatives vient d'ouvrir la faculté libre d'études politiques dédiées à l'économie sociale et solidaire (FLEPES) à Bourg-la-Reine, dans les Hauts-de-Seine. Enregistré au répertoire académique de l'académie de Versailles, ce projet s'appuie sur une collaboration avec le Réseau national de l'économie sociale et solidaire (RENESS). *« C'est un projet enthousiasmant,* s'exclame Isabelle Ullern, membre de l'association Initiatives et doyenne de la faculté. *Les enseignements se déploient dans le domaine des études politiques appliquées comme l'anthropologie économique, le droit, la philosophie, l'histoire des religions et la psychanalyse. Notre ambition : qualifier des praticiens et des acteurs sociopolitiques, y compris des créateurs d'entreprises et de services solidaires. »*

Inventeurs de projets

La faculté propose des diplômes de niveau bac+5 inscrits au répertoire national des certifications professionnelles. Le plus emblématique est le diplôme d'expert en économie solidaire et gouvernance sociale qui compte deux promotions et 30 inscrits. Pour Isabelle Ullern, qui est aussi responsable scientifique et pédagogique de la faculté, ce diplôme développe les formations de cadres, de dirigeants, d'inventeurs de projets et de services : *« L'un des problèmes dans le secteur médico-social, c'est que l'État providence est à bout de souffle. Les directeurs d'établissement souhaitent donc créer des services capables de combiner la donne économique et financière et une activité non lucrative. Nous formons des experts capables de faire des audits d'établissements et de proposer des mutations stratégiques, comme faire passer une institution au statut de coopérative. »* Une formation de 16 mois qui coûte environ 6 000 euros et rassemble directeurs d'établissements, membres associatifs, membres d'ONG…

La faculté ouvrira, en janvier 2014, en partenariat avec la faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg, un diplôme universitaire (DU), de médiation socio-religieuse au niveau licence et master. *« Les établissements médico-sociaux ont, comme les hôpitaux, l'obligation de créer des actions de médiations socio-religieuses au nom de la loi sur la laïcité. Cette disposition est souvent méconnue alors que c'est une vraie question de société. Notre valeur ajoutée ? C'est notre savoir-faire, à la fois universitaire et professionnel, puisque nous aidons les gens à trouver des stages qui les rendent vite employables. »* ■

F. B.